



# Assemblée générale

Distr. générale  
4 avril 2017  
Français  
Original : espagnol

---

**Soixante et onzième session**  
Points 31 et 84 de l'ordre du jour

**Prévention des conflits armés**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**Note verbale datée du 29 mars 2017, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint les observations de la République de Cuba sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, créé en application de la résolution 71/248 de l'Assemblée générale (voir annexe).

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies prie le Secrétaire général de faire distribuer la présente note et son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre des points 31 et 84 de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 29 mars 2017 adressée  
au Secrétaire général par la Mission permanente de Cuba  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Observations de la République de Cuba sur le Mécanisme  
international, impartial et indépendant chargé de faciliter  
les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international  
commises en République arabe syrienne depuis mars 2011  
et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, créé  
en application de la résolution 71/248 de l'Assemblée générale**

Cuba a fait partie des États Membres qui ont voté contre la résolution 71/248 de l'Assemblée générale. Elle a étudié le rapport établi en application du paragraphe 8 de la résolution susmentionnée (A/71/755).

En ce qui concerne la question importante qu'est la prévention des conflits, la création du mécanisme chargé d'aider à juger les personnes responsables des violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne a créé un dangereux précédent pour la pratique de l'Organisation des Nations Unies.

Cuba tient à indiquer par écrit ses principales préoccupations quant à la création de ce mécanisme :

- Ce mécanisme outrepassa la compétence et les fonctions attribuées à l'Assemblée générale en vertu des articles 10, 12 et 22 de la Charte des Nations Unies.
- Il s'agit d'une violation des principes fondamentaux de la Charte et du droit international, en particulier de ceux relatifs à l'égalité souveraine, à la non-ingérence et à la non-intervention dans les affaires intérieures des États.
- Il méconnaît la responsabilité première qui incombe à chaque État, et à son système judiciaire, en matière d'enquête et de jugement visant quiconque ayant commis une infraction relevant de sa compétence.
- Ce mécanisme ne sera pas suffisamment indépendant ni impartial tant qu'il sera financé par des contributions volontaires.
- Le mandat confié à ce mécanisme, dénué de bien-fondé juridique dans la Charte, le qualifie d'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, et confère, audit mécanisme et à son personnel, une personnalité juridique, ainsi que des privilèges et immunités illégitimes.
- Des fonctions analogues à celles d'un parquet sont attribuées à ce mécanisme, afin de faire le rapprochement entre les preuves des faits délictueux et leurs auteurs présumés dans le but d'échanger ces informations avec les tribunaux ou les juridictions nationales, régionales ou internationales qui, d'après lui, seraient compétents. Cela constitue un abus d'autorité en droit puisque, même dans la magistrature classique, un même organe ne peut à la fois prononcer des sanctions et assumer des fonctions juridictionnelles.
- Il est établi une complémentarité des rôles du Mécanisme et de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, créée

par le Conseil des droits de l'homme, ce qui constituera un précédent dans les travaux de l'Assemblée générale.

- Ce mécanisme montrerait injustement du doigt un pays, pratique que nous rejetons.

Compte tenu de ce qui précède, la République de Cuba réaffirme son opposition au mécanisme chargé d'aider à juger les personnes responsables des violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne, créé par la résolution 71/248 de l'Assemblée générale. La prévention des conflits exige, comme condition préalable, le strict respect de la Charte des Nations Unies et du droit international.

---